



Pour répondre à l'urgence dans les pays arabes et en Afrique, le G8 doit s'attaquer à l'évasion fiscale

Un soutien fort et durable aux pays arabes post-révolution et aux pays africains présents au G8, passe d'abord par une lutte renforcée contre l'évasion fiscale. Chaque année, ce sont 800 milliards d'euros qui quittent les pays en développement vers les paradis fiscaux, soit 125 milliards de recettes fiscales en moins pour financer leurs politiques publiques. En cause, les pratiques de certaines multinationales, dont la majorité sont issues des pays du G8, qui bénéficient de ce hold-up financier.

Alors que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays du G8 discutent aujourd'hui de l'état de l'économie mondiale et des conséquences de la crise financière, il est urgent qu'ils se penchent sur cette question cruciale de l'évasion fiscale.

Si ce G8 sous présidence française, reporte à plus tard un renforcement des règles contraignantes, les détournements massifs qui ont marqué les régimes déchus des présidents Ben Ali, Hosni Moubarak ou ceux de chefs d'Etat africains toujours en exercice, risquent de se reproduire, et d'hypothéquer encore plus les chances d'un développement socio-économique.

La mobilisation citoyenne s'accélère autour de la campagne du CCFD-Terre Solidaire, *Aidons l'Argent à quitter les paradis fiscaux*. Son objectif est d'obtenir de Nicolas Sarkozy et de ses partenaires un renforcement des sanctions à l'encontre des paradis fiscaux. En accueillant des centaines de milliards d'euros non soumis à l'impôt, ces territoires opaques hypothèquent l'amélioration de la santé, de l'éducation et du niveau de vie de centaines de millions d'individus.

Les chiffres de la campagne

- 100 000 internautes sont venus s'informer sur aidonslargent.org et la page Facebook.com/aidonslargent recense plus de 18 000 fans.
- Plus de 320 000 cartes postales de la campagne ont été envoyées par la poste ou par le web.

Une campagne de dimension internationale

Des organisations de la société civile de trois continents, notamment Latindadd (Amérique latine) et Tax Justice Network Africa, sont alliés au CCFD-Terre Solidaire pour lancer une campagne internationale contre les paradis fiscaux.

Des collectivités locales s'engagent

Treize régions françaises, dont l'Île-de-France, sensibilisées par la campagne aux enjeux de la lutte contre les paradis fiscaux, ont déjà décidé d'imposer plus de transparence à leurs partenaires financiers. Certaines collectivités locales envisagent de prendre des mesures contraignantes contre les banques récalcitrantes.

Des rapports de référence

La campagne *Aidons l'Argent* s'appuie sur une solide expertise, comme en témoigne la publication par le CCFD-Terre Solidaire de deux rapports d'analyse sur la finance internationale. Dernier en date, « La réforme de Wall Street vue par la société civile » sur la loi américaine Dodd-Frank de régulation de la finance (http://ccfdterresolidaire.org/ewb_pages/i/info_2465.php), co-publié avec l'ONG américaine Center of Concern.

En 2010, le rapport « Economie déboussolée » avait pointé du doigt la gravité des dommages causés par les paradis fiscaux (http://ccfdterresolidaire.org/ewb_pages/i/info_2378.php).

Une plateforme de campagne multimédia

Le site www.aidonslargent.org et la page facebook.com/aidonslargent permettent aux militants de télécharger des outils de campagne et au public de s'informer sur les paradis fiscaux et les moyens d'agir avec la campagne Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux.

Contacts presse :

Véronique de la Martinière, v.delamartiniere@ccfd.asso.fr, 01 44 82 80 64

Nathalie Perramon, n.perramon@ccfd.asso.fr, 01 44 82 80 67